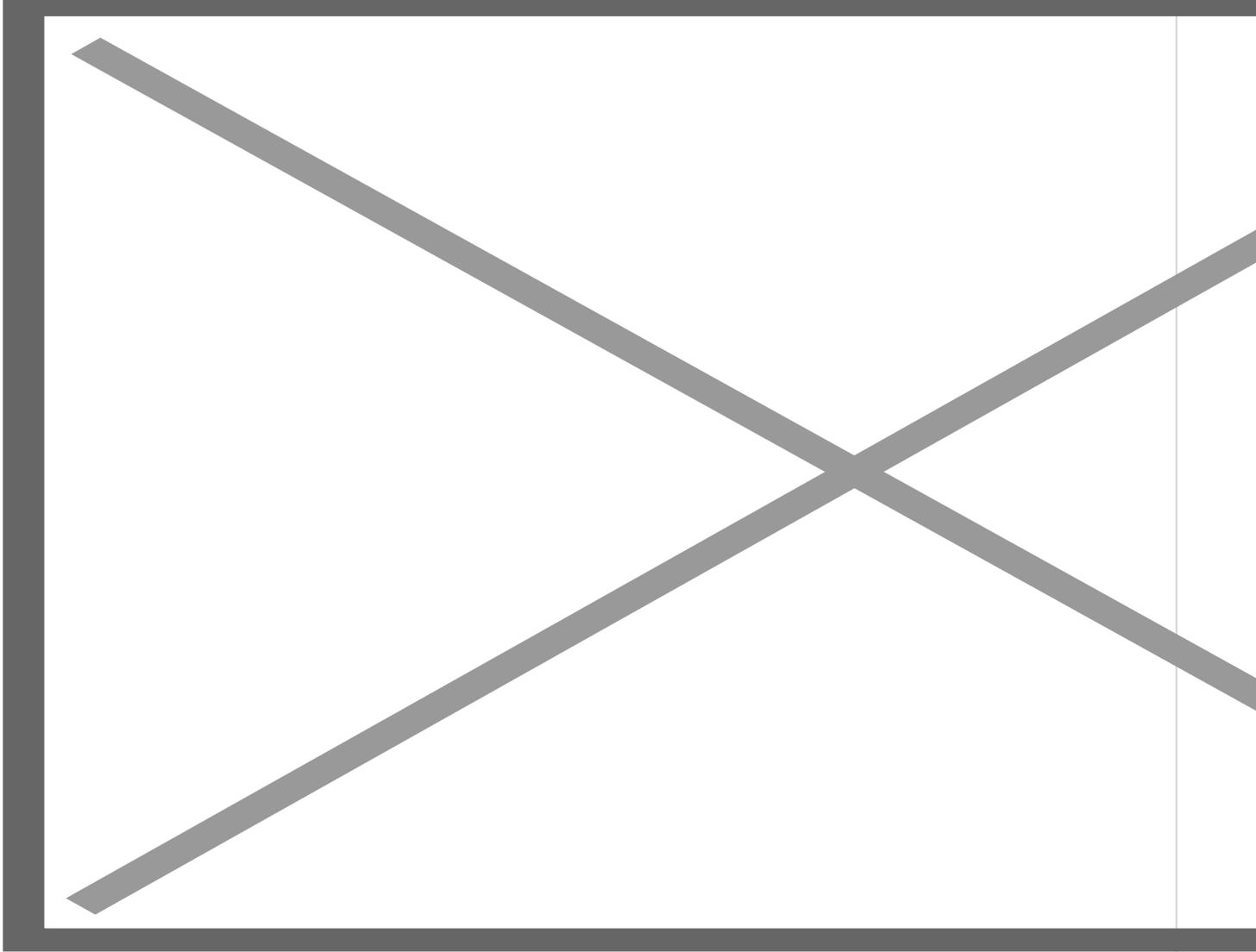


La défense de Cristina Fernandez réitère la demande de récusation de la juge Capuchetti

Image not found or type unknown



La Havane, 23 nov. (RHC)- Les avocats de la vice-présidente argentine Cristina Fernandez ont décidé de s'adresser aujourd'hui à la Cour fédérale de Buenos Aires afin de réitérer leur demande de retirer la juge Maria Eugenia Capuchetti du procès sur la tentative d'assassinat de Cristina Fernandez du 1er septembre dernier.

Selon Página 12, les représentants de l'ancienne cheffe d'État, José Manuel Ubeira et Marcos Aldazabal, vont étayer leur demande de récusation de Capuchetti, en évoquant notamment les irrégularités, l'arbitraire, le manque d'impartialité, la paralysie des enquêtes et une série de négligences.

En outre, ils demanderont à approfondir des aspects qui nécessitent une analyse plus approfondie, comme les messages trouvés sur le téléphone portable de Gabriel Carrizo, l'une des trois personnes arrêtées pour l'attentat manqué du 1er septembre.

Ce jour-là, un homme identifié comme Fernando Sabag a pointé une arme à feu sur la tête de l'ancienne cheffe d'État près de son domicile, dans le quartier de Recoleta de la capitale, mais l'arme n'a pas explosé.

Quelques jours plus tard, sa petite amie, Brenda Uliarte, et un autre suspect (Gabriel Carrizo) ont été arrêtés.

Sur la base des rapports de la Direction générale des enquêtes et du soutien technologique à la police judiciaire (Datip), les avocats de Cristina Fernández, ont demandé d'étendre les enquêtes sur les détenus, de considérer Carrizo comme coauteur du crime de tentative d'homicide aggravé et d'autres mesures de preuve.

Selon un document publié sur Twitter par la vice-présidente, les rapports de Datip ont révélé des messages envoyés par cet individu à plusieurs contacts après l'attaque, avec des textes tels que: "Nous venons d'essayer de tuer Cristina. Mon employé a essayé de la tuer. Il va aller en prison. L'arme est à moi".

Pour que le gouvernement sache à qui il a affaire. Rappelez-vous cette date. Avec cela, nous générons la peur. Nous envisageons de tuer le chef de La Cámpora (Máximo Kirchner) et Cristina pour obliger le président (Alberto Fernández) à démissionner, dit Carrizo dans d'autres textes trouvés sur son téléphone portable.

Les avocats ont déclaré qu'une enquête plus approfondie sur cette affaire et la convocation des contacts du suspect sont essentielles et ont critiqué la juge María Eugenia Capuchetti pour ne pas avoir agi, bien qu'elle ait reçu cette information il y a un mois.

Les nouvelles communications montrent clairement que l'implication de Carrizo n'était pas celle d'un complice secondaire, mais celle d'un coauteur. C'est pourquoi il devrait être poursuivi à ce titre, ont-ils dit.

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/305813-la-defense-de-cristina-fernandez-reitere-la-demande-de-recusation-de-la-juge-capuchetti>



Radio Habana Cuba